

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
ZI la Bouriette
320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

Rue Antoine Becquerel - CS 17216
11100 Narbonne

Références : -
Code AIOT : 0006606318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à la découverte d'une fuite de lixiviats dans le milieu naturel par l'exploitante le lundi 2 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE
- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Collecte, stockage et traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	5 jours
5	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	declaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.5.1	Sans objet
2	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.6.1	Sans objet
3	Conception et aménagement de l'établissement et des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitante a déclaré rapidement la fuite de lixiviats à l'inspection des installations classées suite

à la surveillance fréquente des abords du site.

La fuite de lixiviats se situe en bas de talus, à l'extérieur du site, en contrebas de la station d'épuration. Elle est localisée à proximité immédiate du ruisseau de la combe du Mourel Redon. Un arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre de la Société SUEZ RV Méditerranée a été signé par le préfet le 4 février 2026.

L'exploitante devra contenir la fuite de lixiviats afin d'éviter un déversement dans le ruisseau, déterminer l'origine de la fuite et la réparer.

Dans l'attente, il est demandé à l'exploitante de vidanger le bassin de lixiviats. Un rapport d'incident est aussi attendu, ainsi que les rapports d'analyses réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais, et au plus tard sous 24 heures, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter à atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : La société Suez a contacté l'inspection des installations classées le lundi 2 février matin après avoir découvert une fuite de lixiviats le matin même. L'exploitant n'a pas pu réaliser la télédéclaration de l'accident car la fuite n'était pas résorbée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre un rapport de l'accident conformément à l'article 3 du arrêté préfectoral n° dreal-uid11/66-c3-2026-017 du 4 février 2026 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.6.1
Thème(s) : Autre, Surveillance du site

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une surveillance des installations dangereuses pour les personnes ou l'environnement, permet de garantir la sécurité des personnes et des biens. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré réaliser des rondes fréquentes autour de l'installation. Lors de la surveillance des abords, la société Suez a identifié une fuite de lixiviats en contrebas d'un talus, à proximité immédiate du ruisseau de la combe du Mourel Redon.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conception et aménagement de l'établissement et des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.6.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conception et aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement, vis à vis de la protection des intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, les dispositifs mis en cause sont arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement des dites conditions sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié. Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement, une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la découverte de la fuite de lixiviats, l'exploitante a déclaré avoir fermé les vannes sur les conduites de lixiviats provenant des installations Lambert 4 et Lambert 2 afin de conserver les lixiviats dans les casiers et d'éviter de remplir le bassin de lixiviats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'absence de risques suite à la rétention des lixiviats dans les casiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Collecte, stockage et traitement des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bassin de stockage des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats doit disposer d'un volume minimal de 2 440 m³, il est étanche</p>

et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. Son dispositif d'étanchéité est constitué, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. La capacité minimale du bassin correspond à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale.

[...]

Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND.

Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues dans l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 sont rejetés dans le milieu naturel.

Constats :

D'après l'exploitant, le bassin de lixiviats a un volume total de 6000 m³. L'exploitant a déclaré avoir fait contrôler l'étanchéité du bassin jusqu'au niveau du point de rejet de la rétention de la STEP par une société spécialisée. Le rapport est en attente de réception.

Une fuite a été identifiée en bas de talus, sous la station d'épuration du site, à proximité du ruisseau de la combe du Mourel Redon. Le débit de fuite de la résurgence de lixiviats est estimé à 2m³/h par l'exploitant le lundi 2 février. Une partie des lixiviats n'est pas traitée avant d'être rejeté dans le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra s'assurer de collecter et de traiter tous les lixiviats du site et de réparer la fuite de lixiviats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 5 jours

N° 5 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, rejet des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies dans le tableau ci-dessous.

Constats :

L'exploitant a réalisé des prélèvements à proximité du point de rejet de la fuite de lixiviats ainsi que dans la vasque retenant la fuite de lixiviats. Les analyses se feront conformément aux paramètres listés dans l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 5 jours, les rapports d'analyses devront être transmis, après interprétation, à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 jours